

# Edito

## Surfer sur l'élan des marchés et dépasser les tensions

Cette année encore les cours de presque toutes les matières premières restent élevés. En agriculture cela concerne bien sur les produits mais aussi les charges. La raison fondamentale est structurelle avec un déséquilibre sans doute durable entre l'offre et la demande.

Cette croissance de la demande mondiale est une belle opportunité pour l'agriculture française. Ce contexte porteur doit permettre de créer un véritable élan nouveau et de donner des perspectives encourageantes. Dans ce sens le discours du Président de la République au SPACE à Rennes en septembre dernier a affiché une réelle ambition de développement.

Et pourtant l'optimisme reste mesuré dans nos campagnes. Certes la météo est capricieuse, certes un certain atavisme culturel pousse à se plaindre, certes la perspective de baisse des aides PAC peut inquiéter, certes...

A coté de ce bel élan d'optimisme apporté par les marchés, se cristallisent des faiblesses parfois anciennes qui mettent l'agriculture sous tensions parfois vives.

### Un impératif de compétences

Avec des prix à la fois élevés et volatils, la gestion d'une entreprise est plus difficile que ce soit une entreprise agricole ou une industrie de transformation. Les écarts de performances entre les entreprises agricoles

connaissent une croissance exponentielle. Gérer ses achats et ses ventes avec des prix variables est plus difficile; de plus, quand ceux ci sont élevés, les enjeux sont plus forts. Conduire une culture en réduisant le recours à la chimie, conduire un troupeau en réduisant les antibiotiques relèvent d'une gestion technique plus pointue. Dans tous les cas cela renvoie à l'exigence de compétences des agriculteurs, c'est une première source de tension importante.

La situation des entreprises d'aval rajoute une autre source de pression. L'exigence de compétitivité de la transformation nécessite des adaptations parfois brutales si elles ne sont pas anticipées. A chaque fois c'est un choc pour les fournisseurs de ces industries que sont les agriculteurs: fermeture de sites Doux non repris en volailles, fermetures d'usine laitière SODIAAL (avec en même temps création d'une tour de séchage pour la Chine), inquiétudes sur les surcapacités en abattage et la fermeture prévisible d'un ou deux sites majeurs, rachat de Terra Lacta, surcapacité importante en usine d'agrocarburant...

La révision de la politique agricole met également l'agriculture sous tensions. Le prix des céréales élevé est une opportunité forte pour les cultivateurs c'est une charge pour les éleveurs, cela ne manque pas d'interpeller la logique des soutiens publics. La question d'un rééquilibrage territorial ou sectoriel des aides est posée. Si dans un premier temps la revendication d'un budget « à l'euro près » est fédératrice, les communications faites sur un plan d'investissement en silos ou le fonds de solidarité céréalières - éleveurs sont assurément symptomatiques.

### Profiter d'un contexte favorable

Le contexte macro-économique est fortement porteur pour l'agriculture. Mais une autre source de tension importante vient du fait que nos marchés intérieurs sont tous à maturité, que les opportunités sont à l'export ou dans l'hyper localisme. Dans les deux cas cela nécessite une «vista», une évolution des process, des formes commerciales, de l'innovation et donc une prise de risque.

Des adaptations industrielles ou dans les structures d'entreprises agricoles sont indispensables, parfois des restructurations ou des reconversions seront nécessaires, la politique publique va évoluer... pour que cela soit un véritable élan, et non une cristallisation des tensions, il faut sans doute une ambition agricole clairement affichée, clairement partagée, clairement communiquée comme on peut la ressentir en Allemagne ou au Brésil.

Une fonction nourricière réaffirmée, une demande sociétale forte en terme de qualité et d'environnement, des marchés porteurs : il y a très longtemps que l'agriculture n'a pas traversé une période aussi prometteuse... il faut sans doute oser l'accepter pour savoir en profiter.

Jean-Marie SÉRONIE  
CERFRANCE Manche  
[jmseronie@50.cerfrance.fr](mailto:jmseronie@50.cerfrance.fr)





## La tomate et la fraise, des synergies ?

Dans un contexte de marché concurrentiel, les surfaces de tomates se stabilisent par un renouvellement des installations sous serre. Les producteurs de tomates se dotent d'outils de plus en plus performants, les serres gagnent en hauteur pour capter un maximum de luminosité au niveau de chaque plante et limiter l'impact thermique.

En parallèle les efforts se concentrent sur la réduction de la facture énergétique. Pour ce faire, les nouveaux outils valorisent de la chaleur produite par une autre activité économique : extraction de pétrole, incinérateur, méthanisation... Les serres les plus anciennes de moins en moins compétitives sont réorientées vers une production de fraise précoce qui répond à une demande du consommateur dès les mois de février- mars.

### Tomate pour le marché du frais: vers une stabilité des volumes ?

La production française de tomates estimée à 593 000 T pour 2012 reste sur une pente de perte de volumes (-3%), avec une évolution à -4% sur 5 ans. Néanmoins les surfaces tendent à se stabiliser (-1%) au global, avec des surfaces sous serres (96 % des volumes) quasi stables par rapport à l'an passé.

La baisse de surfaces est à imputer à la diminution des surfaces en plein air.

Les conditions météo 2012 défavorables ont entraîné une baisse des rendements, expliquant la baisse de production malgré la tendance à la stabilisation des surfaces. Cette analyse permet d'envisager une stabilisation des volumes produits pour les années à venir.

Pour rester compétitives, les serres les plus anciennes (serres basses et chauffées au gaz ou fioul) sont remplacées par des outils de plus en plus technologiques qui permettent d'augmenter les rendements. Les serres sont ainsi de plus en plus hautes (volume d'air plus élevé qui limite les écarts de température entre le jour et la nuit, luminosité accrue, facilitation pour l'installation d'écrans thermiques...).

Outre la recherche d'ensoleillement, les serristes vont aujourd'hui exploiter de nouvelles sources de chaleur et implantent ainsi leurs nouvelles serres à proximité d'unité de production de chaleur. Un parc de serres a ainsi vu le jour dans les landes à proximité de nouveaux puits d'extraction de pétrole, d'autres sont à l'étude près d'usines de méthanisation ou d'incinérateurs.

### Une campagne tomate 2012 favorable, malgré ou grâce à une météo capricieuse

Après une campagne 2011 difficile marquée par la crise d'Escherichia Coli, la campagne 2012 a été favorable à un bon écoulement de la production.

Le début de campagne a été marqué par une limitation des volumes en provenance des pays méditerranéens (Maroc et Espagne), la vague de froid du mois de février ayant réduit la production dans cette zone.

Dans un contexte de marché fluide, les premiers arrivages tomates du Sud-Est de la France sur le marché ont permis de maintenir des niveaux prix relativement élevés, la consommation étant dopée par de bonnes conditions météorologiques.

La montée en puissance des volumes s'est ensuite confrontée en avril à une dégradation des conditions météorologiques qui a stoppé cette bonne dynamique de début de campagne. La faible consommation a entraîné les cours à la baisse. Les retours de belles journées en mai ont réorientés la demande à la hausse et dans un contexte d'offre limitée le marché de la tomate française est resté dynamique. L'offre contenue jusqu'à cette fin de saison a permis une remontée sensible des prix moyens par rapport à 2011, proches de ceux de ces 5 dernières années.



#### Les indicateurs : Stabilité de la production de tomates pour le marché du frais

##### Surface et production de tomate pour le marché du frais

Campagne de production 2012 (janvier à décembre)

Unités : surface : ha production : t

Estimations au 01-Août-2012		Ouest	Centre Ouest	Sud Ouest	Sud Est	Autres bassins	France
<b>Surface</b>	Serre	532	263	214	802	178	1 989
	Plein air	14	63	93	109	90	369
	Total surfaces	546	326	307	911	268	2 358
	Evol 1 an	0%	-5%	2%	-2%	///	-1%
	Evol 5 ans	2%	4%	-10%	-33%	///	-17%
<b>Production</b>	Serre	218 374	100 200	45 332	186 963	21 471	572 340
	Plein air	2 108	4 420	5 114	5 815	3 467	20 924
	Total production	220 482	104 620	50 446	192 778	24 938	593 264
	dont grappe	139 811	43 334	8 371	72 326	10 284	274 126
	Evol 1 an	-4%	-1%	-2%	-4%	///	-3%
Evol 5 ans	4%	20%	5%	-24%	///	-4%	

Source : Agreste



## Développement des surfaces et des volumes en fraise

En France, selon le SSP (Service de la Statistique et de la Prospective rattaché au secrétariat général du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt), les surfaces de fraisiers devraient progresser de près de 6 % pour la campagne 2012 par rapport à la campagne précédente. Quelles que soient les régions de production, les serres continuent à se développer en profitant de la reconversion des anciennes serres tomates mais aussi en abris multichapelles. En 2012, la surface devrait atteindre 3 260 ha.

De part l'augmentation des surfaces et le maintien des rendements, la production nationale devrait être en hausse (53 000 tonnes, soit +6 %). Malgré les craintes de début de campagne, les plantes ont finalement, dans l'ensemble, bien résisté au gel du début de l'année, avec des pertes plus limitées que prévues.

Ce développement des volumes de production est associé à une plus large période de production. Les nouveaux outils permettent en effet de répondre à une demande du marché de fraises précoces, de mars à Pâques.

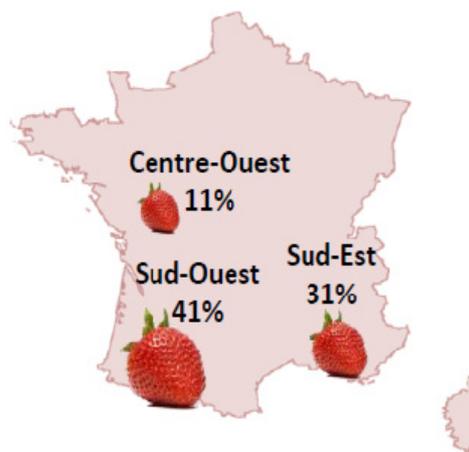
## Un marché qui s'organise autour de groupes structurés

Le marché s'organise autour de groupes structurés qui ont une offre large en quantité et sur une période de commercialisation élargie. Au-delà, de

la synergie de production entre tomate et fraise, (serres à tomate reconverties dans la fraise), cette activité profite aussi d'opérateurs de mise en marché présents auprès de la grande distribution toute l'année avec la tomate, le marché de la fraise étant, lui, actif de mars à juillet.

Par ailleurs, les plus importants opérateurs du marché privilégient également les engagements avec les centrales d'achat pour dynamiser les ventes de début de campagne (février à avril). En revanche au mois de mai, le marché est beaucoup plus fragile : d'un côté les opérateurs sont plus nombreux et moins organisés, d'un autre côté les conditions météo peuvent entraîner un afflux massif de production en quelques jours. Dans ce contexte, les productions traditionnelles de pleine terre qui mettent en marché une grosse partie des volumes sur cette période diminuent d'année en année.

Pour 2012 dans ce contexte dynamique, les prix sont globalement élevés sur une bonne partie de la campagne et la fraise a été commercialisée depuis le début à un niveau de prix supérieur à celui de la moyenne quinquennale.



Source : Agreste



**Fabien BARRABE**  
fbarrabe@cerfrance47.fr

### Les indicateurs : Hausse de la production nationale en lien avec celle des surfaces

#### Surface et production de fraise

Campagne de production 2012 (janvier à décembre)

Unités : surface : ha production : t

Estimations au 01-Jul-2012		Centre Ouest	Sud Ouest	Sud Est	Autres bassins	France
<b>Surface</b>	Plein air	145	0	218	139	502
	Abri bas	37	246	198	185	666
	Abri haut	292	793	422	579	2 086
	Total surfaces	474	1 039	838	903	3 254
	Evol 1 an	-9%	1%	24%	///	6%
	Evol 5 ans	-3%	-8%	22%	///	4%
<b>Production</b>	Total production	5 807	21 069	15 642	10 505	53 023
	Evol 1 an	-16%	3%	22%	///	6%
	Evol 5 ans	-4%	-1%	29%	///	9%

Source : Agreste



## Nouveau contexte réglementaire européen

Le nouveau projet de règlement européen sur les biocarburants et la remontée des prix des céréales et oléagineux depuis 2010 relancent le débat sur l'opportunité de maintenir les règles actuelles d'incorporation de l'éthanol et du biodiesel dans les carburants et l'utilisation de terres agricoles à des fins non alimentaires.

### Quelques étapes clés...

La directive du parlement européen et du conseil de mai 2003 crée un cadre européen pour la promotion des biocarburants dans les transports, visant d'une part, à réduire les émissions de gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub>, CO, NO<sub>x</sub>, ...) et l'impact environnemental et d'autre part, à augmenter la sécurité d'approvisionnement en carburant. Elle fixe un taux d'incorporation minimal de 5,75%. La directive suivante d'avril 2009, porte à 10% de la consommation finale d'énergie, la part de l'énergie produite à partir de sources renouvelables dans le secteur des transports d'ici 2020. Puis un rapport de la Commission de février 2010 formule des recommandations sur le régime de durabilité pour les biocarburants.

Côté français, la cour des comptes publie en janvier de cette année, son évaluation de la politique publique d'aide aux biocarburants. Ce plan, mis en place en 2005, prévoyait d'aller au-delà des plafonds maxima d'incorporation fixés par Bruxelles après 2010 : respectivement 7,57% contre 7% pour l'éthanol et 10,28% contre 10% pour le biodiesel.

Pour ce faire, deux instruments ont été instaurés :

- Une réduction de la TIC (taxe intérieure sur la consommation) qui représente 1,8 Mds d'€ pour le biodiesel et 0,85 Mds d'€ pour l'éthanol sur la période 2005-2010.
- Une TGAP dissuasive pour les distributeurs et pétroliers ne respectant pas le taux d'incorporation.

A la fin de son rapport, la cour préconise de réduire progressivement la défiscalisation de la TIC pour la supprimer en 2015 et de maintenir la TGAP. Mais elle reste évasive sur les aspects environnementaux.

A Bruxelles, un projet de directive de la Commission, largement fuité en septembre, vise à relever les exigences

environnementales des biocarburants et à plafonner à 5% la part des biocarburants de 1ère génération jusqu'en 2020 (le taux d'incorporation en Europe est actuellement de 4,5%). Pour atteindre les 10% de la directive «énergies renouvelables» le complément devra être assuré par les carburants de 2ème, voire 3ème génération n'engendrant pas de changement d'affectation des sols (ILUC : Indirect Land Use Change). Mais la proposition définitive du 17 octobre 2012, modifie le projet initial en ne retenant plus le facteur ILUC dans le calcul des critères de durabilité, du moins pas avant 2021...

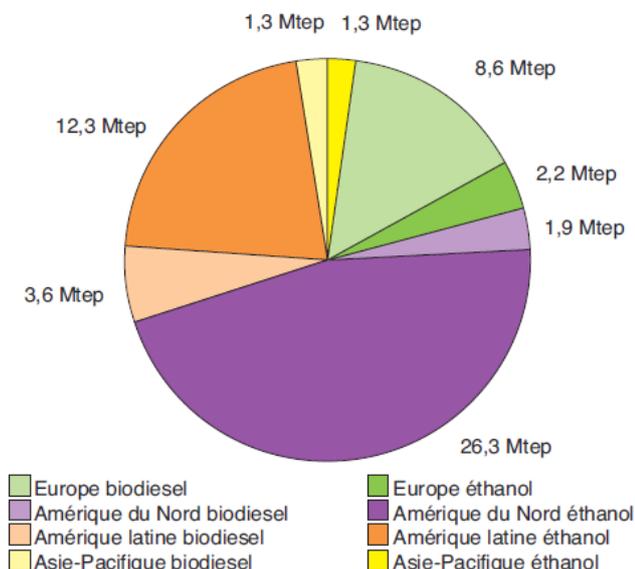
### Quelles conséquences ?

#### • Sur l'éthanol

La production mondiale d'éthanol est largement dominée par les USA, où plus de 40% de la production nationale de maïs sont utilisés pour l'éthanol. Compte tenu de la mauvaise récolte américaine, le débat sur la responsabilité des biocarburants dans les niveaux de prix y est vif.

Certes, on peut imaginer qu'en fabriquant moins d'éthanol, les disponibilités en maïs ainsi dégagées pourraient contribuer à diminuer la tension sur les prix du maïs et par voie de conséquence sur le blé. Pour cela il faudrait que le gouvernement américain prenne la décision de déroger à la RFS (Renewable Fuel Standard), norme fixant annuellement l'éthanol à produire et incorporer; décision peu probable.

Fig. 1 – Répartition de la production de biodiesel et d'éthanol par grandes zones en 2010



Source : IFP Energies nouvelles (IFPEN) d'après divers



D'autre part le rationnement de la demande semble se faire spontanément par le niveau de prix atteint, comme en témoigne la diminution de la production hebdomadaire d'éthanol passée en dessous du seuil des 800 000 barils/jour (v graphique).

De plus en dérogeant à la RFS, il n'est pas sûr du tout que l'impact sur les prix soit important compte tenu d'autres mesures obligatoires d'incorporation de certains états comme la Californie.

Devenus récemment premiers exportateurs d'éthanol, les USA verront plutôt leur positionnement sur le marché mondial régresser face au Brésil qui maintient sa politique volontariste sur l'éthanol. La production européenne d'éthanol ne représente que le quart de celle de biodiesel.

Pour les producteurs européens et français en particulier, la stratégie actuelle est d'accroître leur compétitivité par amélioration du processus de fabrication et par une meilleure valorisation des sous-produits.

### • Sur le biodiesel

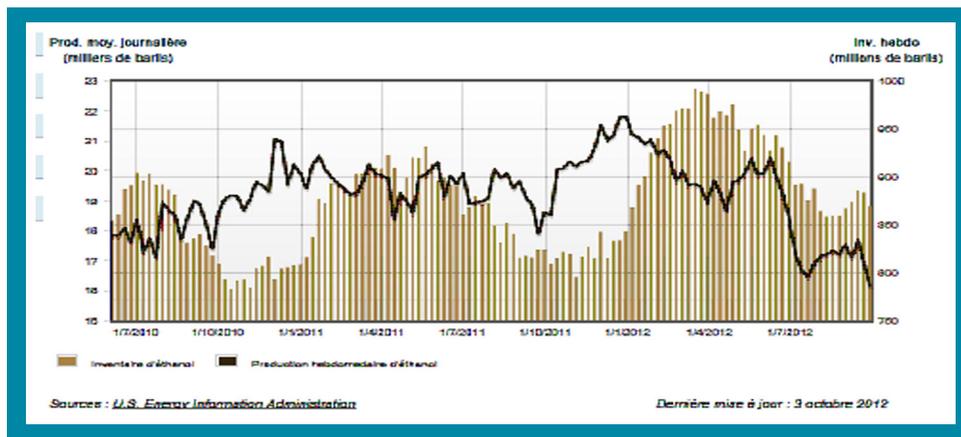
Si le projet initial de directive avait été adopté, les pénalités liées à l'ILUC auraient été particulièrement fortes pour la filière biodiesel. Celle-ci est déjà concurrencée par les importations européennes de biodiesel en provenance d'Argentine, d'Indonésie, de Singapour, qui ont fortement progressé l'année dernière: 2,52 MT en 2011 soit 21% de plus qu'en 2010.

Déjà en difficulté, l'industrie européenne du biodiesel est en nette surcapacité (v tableau) et connaîtra probablement des fermetures d'usines notamment en Allemagne, en Espagne ou en Italie. La situation est moins inquiétante en France car la demande en biodiesel y est relativement forte compte tenu du parc automobile caractérisé par une grande proportion de véhicules diesel.

### L'Europe appuie désormais sur le frein

Dans ce débat, les arguments des différents protagonistes sont de nature économique, et/ou environnementale, sociale, éthique, politique...; le lobbying des ONG, comme celui des filières agro-industrielles y

## Production (courbe) et stocks hebdomadaires d'éthanol aux USA depuis 2 ans



est très fort. Par ses hésitations, la Commission exprime la difficulté de freiner le développement d'une filière qu'elle a elle-même contribué à développer avec l'appui de la profession agricole dans son ensemble. Dans une perspective de relative fermeté des cours mondiaux à moyen terme, et sachant que les biocarburants de 2ème génération ne seront pas opérationnels à grande échelle avant plusieurs années, elle envoie un message clair tout en ménageant la filière: les biocarburants de 1ère génération ne peuvent plus être subventionnés en Europe comme avant, mais il n'est pas possible dans le contexte politico-économique actuel mondial, de casser cette filière encore «jeune».

Côté producteur, la perception des deux filières a toujours été très différente. A l'époque de la jachère industrielle, les prix étaient bas; la différence entre colza diester et colza alimentaire était purement artificielle, une grosse partie du colza dit alimentaire étant en réalité exportée, notamment en Allemagne, pour fabriquer du diester. Le prix était alors quasiment le même entre les deux productions. Pour l'éthanol, les producteurs ont du investir en capital et ont contractualisé des tonnages payés à un prix qui s'est révélé de moins en moins intéressant au fur et à mesure que les prix agricoles augmentaient. Le retournement de conjoncture des prix agricoles a conduit les agriculteurs à ne pas renouveler (ou très partiellement) leurs engagements, à la fin des contrats. Les

organismes stockeurs s'étant engagés à financer et à approvisionner les usines, l'impact financier est désormais répercuté sur l'ensemble de leur collecte. Le blé, le colza et la betterave sont des commodités aux débouchés multiples, alimentaires et aussi industriels...

**Thierry LEMAÎTRE**



### Industrie européenne du biodiesel

En MT	Allemagne	France	Espagne	Italie	Pays-Bas	UE
Capacités de production	4 932	2 505	4 410	2 265	1 452	<b>22 117</b>
Production 2010	2 861	1 910	925	706	368	<b>9 570</b>

*Volatilité des cours et incertitudes sur les productions se confirment pour 2012. Le maïs sera encore l'élément déterminant du cours des céréales.*

## Céréales

### BLÉ

À la fin de la campagne 2010/2011, les stocks de blé avaient retrouvé un niveau légèrement inférieur à 200MT, représentant à peu près 30% de la production mondiale.

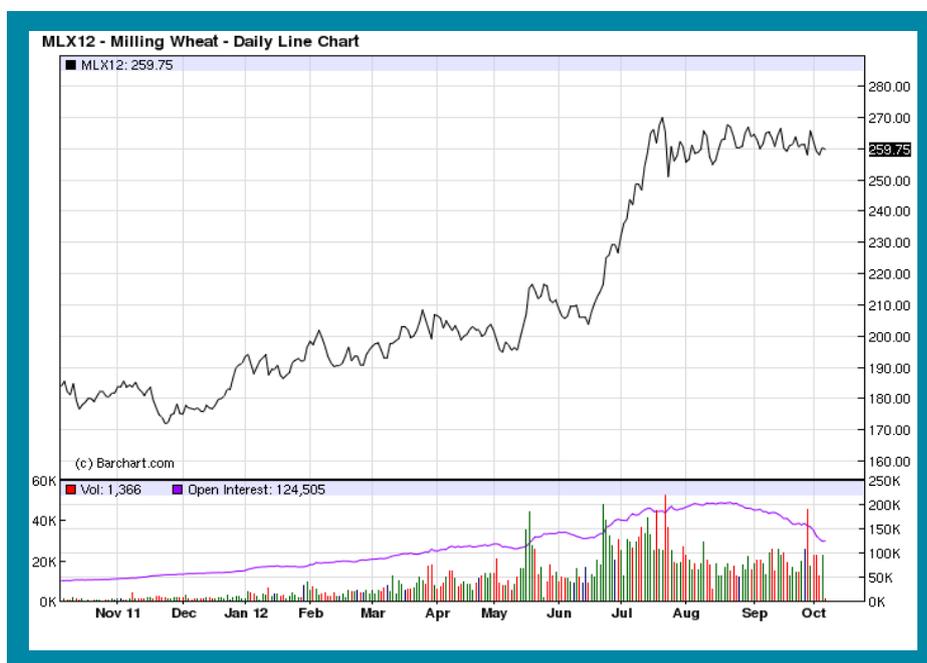
La production et la consommation ayant augmenté chacune d'environ 40MT en 2011/2012, les stocks mondiaux étaient donc encore au même niveau à l'issue de la dernière campagne. Les prix 2011 du blé qui avaient été soutenus alors par ceux du maïs semblaient donc devoir rester à un niveau raisonnable compte tenu des ensemencements très importants en maïs aux USA. Au cours du printemps les opérateurs demeuraient encore confiants sur les disponibilités en blé et sur une relative «sagesse» des cours comme le montre l'évolution de la cotation Matif novembre 2012 (cf courbe).

À partir de la mi-juin, aux nouvelles inquiétantes concernant l'impact de la sécheresse sur le maïs aux USA, se sont ajoutées les craintes d'une autre sécheresse sur les pays de la Mer Noire réduisant ainsi leur potentiel d'export de blé. Les cours ont donc fortement progressé pendant un mois au fur et à

### Une pression spéculative moins forte qu'en 2007/2008 ?

Le maintien des cours du blé, durant plusieurs mois, dans une fourchette aussi étroite après une montée rapide mais régulière, peut s'interpréter comme une évolution des marchés guidée essentiellement par les fondamentaux sans intervention spéculative sur le court terme. Sur ce point, 2012 se différencie nettement des précédentes années 2010 et 2007. C'est aussi la démonstration que les marchés demeurent globalement tendus cette année.

### Echéance MATIF novembre 2012



mesure que toutes ces inquiétudes se confirmaient. Mais depuis 3 mois les cours évoluent dans une fourchette étroite

comprise entre 258 et 265 €/T avec quelques écarts liés à des informations ponctuelles de conjoncture.

### Les exportations de la Mer Noire s'essouffent et la France devrait en bénéficier

Sur les marchés où l'Europe est en concurrence avec les pays de la Mer Noire, la France devrait prendre le relai de ces pays, notamment de la Russie, qui semble avoir atteint les limites de ses capacités exportatrices. À elle seule, la Russie ne pourrait exporter que 8MT contre 22MT l'an passé. Politiquement, le gouvernement russe n'a pas voulu instaurer un embargo, craignant une envolée consécutive du prix mondial par effet d'annonce, mais la compétitivité du blé russe s'est affaiblie par manque de disponibilité.

La qualité de la récolte de blé française reste globalement correcte, bien que les poids spécifiques aient souffert dans les régions copieusement arrosées avant la moisson. Grâce aux exportations, la France devrait avoir un stock de blé de fin de campagne historiquement bas, estimé à 1,8 MT contre 2,3 MT l'an passé.

### Des prix d'acompte supérieurs à la moyenne des prix fermes !

C'est une situation étonnante que l'on va rencontrer assez fréquemment en 2012; les perspectives de marché du

printemps ont conduit les exploitants vendant au prix ferme à engager une partie de la récolte avant la montée des cours. Plusieurs organismes stockeurs proposent ainsi des prix d'acompte de

200 €/T duquel il faut cependant déduire les réfections pour insuffisance de qualité. L'arbitrage des céréaliers entre prix ferme et prix de campagne pourrait se déplacer l'an prochain en faveur du prix

de campagne, d'autant plus que les OS ont déjà eu l'opportunité de se couvrir à des prix intéressants sur les prochaines campagnes.

**Thierry LEMAÎTRE**

## MAÏS ET CÉRÉALES FOURRAGÈRES

### Production mondiale de maïs

En MT	2008	2009	2010	2011	2012 (estimation)
Production dont	<b>798</b>	<b>820</b>	<b>831</b>	<b>876</b>	<b>841</b>
USA	307	332	316	314	<b>272</b>
Chine	166	164	177	193	200
UE	62	57	56	65	57
Brésil	51	56	57	73	70
Argentine	23	23	25	21	28
Stocks fin	148	144	128	140	124

Source : USDA



Le maïs tient encore la vedette cette année, même si personne ne s'y attendait au printemps !!

La sécheresse a durement frappé les USA avec des conséquences particulièrement graves sur la récolte de maïs prévue en retrait de 13% par rapport à 2011, ce qui représente quand même 42MT de moins. En Europe de l'Est aussi, la sécheresse a limité les disponibilités de telle sorte que globalement, au niveau mondial, les marchés restent tendus; les estimations de production en Chine étant toujours aléatoires, l'anticipation d'une bonne récolte (200 MT) n'a eu aucun effet sur les marchés. D'autres analystes que l'USDA, prévoient d'ailleurs une production chinoise beaucoup plus faible (180 MT) soit 20MT en moins !

Contrairement aux attentes, la demande en maïs est restée forte chez les fabricants d'aliments du bétail car les disponibilités sur l'ensemble des céréales fourragères sont en net repli. Le rationnement de la demande en maïs s'effectue actuellement plutôt sur l'éthanol aux USA.

En Europe, la production française de maïs devrait être moins bonne que prévue et le maïs français, n'est actuellement pas compétitif face au maïs ukrainien. Toutefois, ce dernier ne pourra pas se substituer à l'ensemble du déficit européen, et la production française ne devrait rencontrer aucune difficulté pour trouver des débouchés dans l'UE.

Depuis 4 ans les stocks mondiaux de fin de campagne d'orge fourragère sont en

diminution (37,4 MT en 2009 – 20,1 MT en 2012). Les disponibilités mondiales en maïs seront limitées: autant de facteurs qui contribuent à maintenir le coût de l'alimentation du bétail à un niveau élevé durant plusieurs mois. Il faudra une excellente récolte mondiale 2013 dans toutes les productions céréalières pour détendre sensiblement les cours.



**Thierry LEMAÎTRE**  
tlemaitre@neidf.cerfrance.fr

## ORGE BRASSICOLE

Un marché suspendu à de nombreuses inconnues...

Les surfaces 2012 initialement prévues en orge brassicole ont été largement renforcées par les semis de remplacement des cultures endommagées par le gel de cet hiver, notamment dans le quart Nord-Est de la France. Les conditions climatiques avant récolte ont fait naître quelques doutes sur la qualité dans plusieurs régions. Compte tenu alors d'un marché d'orge fourragère porteur et d'un différentiel de prix faible, beaucoup d'exploitants se sont alors décidés à contractualiser, par sécurité, tout ou partie de leur récolte en orge fourragère.

Le marché de l'orge est aujourd'hui à un niveau de prix artificiel compte tenu de celui de l'orge fourragère et aussi de celui du blé; la demande est actuellement faible. La prime de l'orge brassicole sur l'orge fourragère est particulièrement faible et sur le blé négative!

La consommation de bière étant dépendante de la situation économique et d'événements sportifs internationaux, les malteurs ont l'habitude d'y prêter attention, mais, actuellement, ils regardent aussi le marché de l'orge fourragère. En effet, si celui-ci se maintient au niveau actuel, les disponibilités en brassicole pourraient être inférieures à ce qui était prévu après la récolte; une réévaluation de la prime brassicole deviendrait nécessaire pour assurer les volumes.

Les conditions de marchés actuelles ne donnent aucun signe sur les perspectives 2013. Si à la veille des semis de printemps, les cours des céréales restent dans les mêmes proportions, les surfaces d'orge brassicole seront probablement faibles.

Thierry LEMAÎTRE



## Oléagineux

*Entre météo, Chine, soja, huile de palme, et ... dollar, les tensions des marchés des oléagineux persistent.*

### COLZA

Le marché du colza a baissé d'environ 50€/T depuis son plus haut de la mi-juillet, mais il reste à des niveaux plus élevés que les deux années antérieures. Les fondamentaux des marchés des oléagineux dans leur ensemble demeurent tendus et la baisse constatée sur le colza depuis quelques semaines est pour une part due à l'évolution de la parité €/\$.

Aucun des pays traditionnellement exportateurs de graines de colza n'est capable actuellement de pallier les insuffisances de production de l'un ou de l'autre, face à la demande des principaux importateurs que sont l'Union Européenne, la Chine et le Japon.

En France les conditions sèches qui ont suivi les semis de colza amènent quelques craintes sur les surfaces définitives de colza, les parcelles ayant un faible développement végétatif risquant de souffrir d'un hiver rude. Mais cela ne concerne ni l'Allemagne ni l'Ukraine.

En MT (colza)	2008	2009	2010	2011	2012
UE	19.1	21.6	20.5	19.1	19.2
Chine	12.1	13.3	12.2	11.8	11.8
Canada	12.6	12.9	13.1	14.5	13.7
Inde	6.4	6.0	7.1	5.8	6.8
Australie	1.9	1.9	2.4	3.3	2.7
Stocks fin Monde	7.4	7.6	6.7	5.0	4.8





## TOURNESOL

Les productions européennes et mondiales sont en net repli par rapport à l'année dernière (-18% pour l'UE et -9% dans le monde). Les stocks mondiaux de fin de campagne devraient redescendre à leur niveau de 2009/2010. La prime du tournesol sur le colza est redevenue positive et devrait encore s'accroître car les marges de trituration sont plus intéressantes en tournesol qu'en colza.

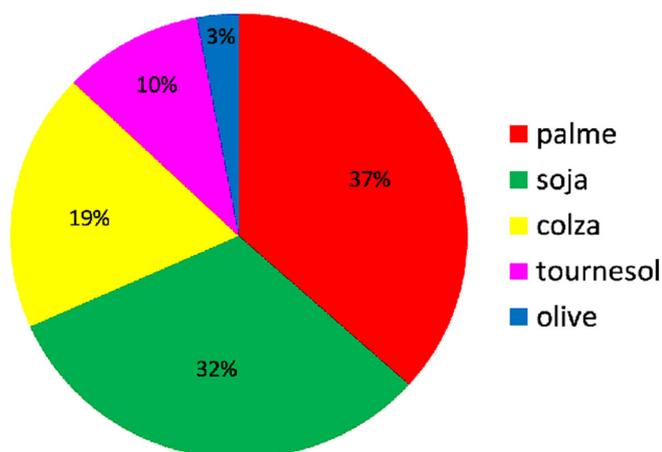
## MARCHÉS DES HUILES

L'huile de palme reste l'huile la plus utilisée dans le monde suivie de près par celle de colza. Elle constitue toujours un élément directeur du marché des oléagineux ; la chute brutale de son prix en 2012 (l'huile de palme est passée de 3500 ringgits en avril à 2100 mi-octobre) s'est répercutée sur le prix du tournesol. Cette chute s'explique par une forte montée des stocks, la production mondiale étant passée de 33 à 50 millions de tonnes entre 2005 et 2011. Malgré un ralentissement de la demande, la forte consommation de la Chine et de l'Inde ont permis au cours de l'huile de palme de remonter aux alentours de 2500 ringgits (monnaie malaisienne).

Cependant l'huile de palme pourrait perdre son leadership. L'Europe représente 14% de ses débouchés. Sa mauvaise réputation en Europe, liée à son impact sur la déforestation, a conduit des sociétés, telles que Findus, Mac Cain, Système U ou Nestlé..., à remplacer l'huile de palme par de l'huile de tournesol notamment dans leurs préparations. Et cela sans compter sur la politique, puisqu'un sénateur français souhaite augmenter les taxes sur l'huile de palme, en tant que facteur d'obésité, ce qui augmenterait son prix de 40%. Une éventuelle taxe supplémentaire pour les consommateurs de Nutella...

Les cours des oléo protéagineux devraient rester fermes compte tenu de la faiblesse des stocks prévisionnels de fin de campagne de l'ensemble des productions. Même si la conjoncture actuelle de crise mondiale induit un ralentissement de la demande, cette dernière demeure suffisamment importante, en particulier sur le continent asiatique, pour soutenir les cours.

production mondiale d'huiles végétales 2010 : 125,6 MT



**Thierry LEMAÎTRE**  
tlemaitre@neidf.cerfrance.fr

# POMME DE TERRE

## Le marché de la pomme de terre : des « hauts » et des « bas »... toujours !

300 millions de tonnes, c'est la production mondiale annuelle de pommes de terre. L'Europe représente 10% à peine de cette production, loin derrière les USA et l'Amérique latine. En 2011, la France (3ème producteur européen et 1er exportateur mondial) a produit 5,33 millions de tonnes de tubercules dont 1,1 million destiné au marché du frais, 2 millions à l'exportation, et le reste à part égale entre les féculeries et les usines de transformation (frites, purées...). De nouvelles dynamiques apparaissent depuis quelques années de la production à la commercialisation, dans un marché qui demeure chaotique avec des hauts et des bas.

### Une baisse des surfaces en 2012

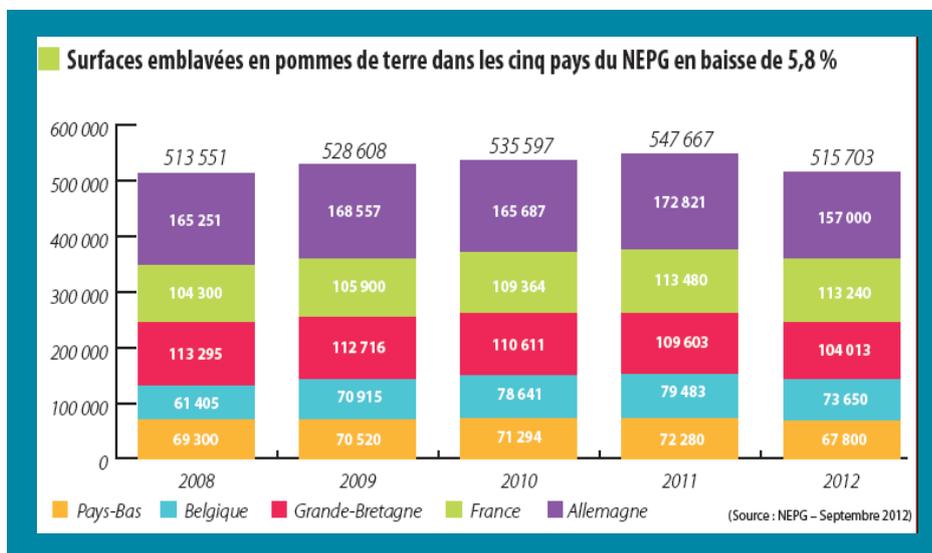
La surproduction européenne 2011 a « plombé » les prix en chute de 16,2% en un an, avec pour conséquences une baisse de 5,8% des surfaces en 2012, surtout marquée en Allemagne et en Belgique (-9,2% et -6%). Les plantations 2012 plus tardives à cause d'un printemps « pourri », un mois de mai et juin frais et humide et des attaques de mildiou sont à l'origine de rendements inférieurs de 5 à 8 tonnes/ha à ceux de 2011, selon les variétés. Le NEPG\* estime la production totale des pays qui le compose (Allemagne, Belgique, France, Grande Bretagne, Pays Bas) à près de 23 millions de tonnes, en baisse d'environ 12% par rapport à 2011. Les cinq pays font état d'un manque de tubercules de gros calibres et les matières sèches sont élevées.

En France les surfaces cultivées pour l'industrie, la consommation, ou les féculeries ne reculent que légèrement; le Nord – Pas de Calais et la Picardie demeurent les principales régions productrices en France.

### Les achats des ménages dynamisés au 1er semestre 2012

La consommation de pommes de terre a augmenté de 11,3% au premier semestre 2012 en France, tirée par des prix bas et un printemps glacial « favorable aux plats chauds ».

Selon une étude de l'interprofession, 90% des ménages ont acheté régulièrement des pommes de terre (+ 3% par rapport à 2011)



pour une consommation annuelle d'environ 15kg par personne et un prix « moyen » depuis janvier 2012.

Ces évolutions ont été transversales à toutes les tranches d'âges mais plus marquées dans les catégories socioprofessionnelles modestes. Un « effet de crise » se retrouve probablement dans ces chiffres, mais il faut y ajouter le résultat d'une meilleure image du produit dans la population. La progression des volumes vendus en gros conditionnements s'explique par les nombreuses « promotions prix » réalisées durant cette campagne, reflet d'une production abondante.



\* North-Western European Potato Growers

**Evolution sur les trois dernières campagnes**

	Achats en volume (en évolution % / camp. précédente)			Prix moyen (en €/kg)		
	2009-10	2010-11	2011-12	2009-10	2010-11	2011-12
Total France	- 4,7	- 0,1	7,5	0,76	0,94	0,80
Total GMS	- 3,2	- 0,4	9,2	0,72	0,92	0,76
Moins de 2,5 kg	5,4	42,1	4,9	1,61	1,58	1,49
2,5 kg	- 2,7	5,9	4,4	0,85	1,00	0,88
5 kg	- 7,2	- 0,7	3,3	0,40	0,61	0,41
Plus de 5 kg	- 6,6	- 33,3	65,5	0,26	0,41	0,26
Vrac	2,8	- 3,1	- 0,5	1,04	1,25	1,17
Total autres circuits	- 10,0	1,1	1,4	0,90	1,01	0,93

Source : KantarWorldpanel - période du 8 août 2011 au 5 août 2012

## Une demande bien présente pour la campagne 2012-2013

La demande est au rendez-vous du fait de la sécheresse qui a sévi en Russie et des inondations du printemps en Angleterre. Les cours qui se sont effondrés à 50 € la tonne en 2011, se sont envolés pour atteindre cette année 200 € et plus, sauf pour les productions commercialisées sous contrats avec les industries.

Le marché est prometteur pour les chairs fermes – Belle de Fontenay, Amandine, Charlotte, Annabelle –, « stars » des étals des supermarchés.

## L'export a le vent en poupe

En dix ans, les exportations françaises ont doublé. Aujourd'hui 1,8 à 2 Mt de tubercules passent chaque année la frontière, ce débouché permet d'écouler près de la moitié de la production française, en majorité vers l'Europe du Sud.

Les raisons de ce succès sont multiples :

- La France dispose d'une position privilégiée au sein de l'Union Européenne. L'Espagne, l'Italie et le Bénélux, gros importateurs peuvent ainsi trouver chez leur voisin français de quoi satisfaire leur demande. Les pommes de terre françaises profitent aussi du ballet des camions qui viennent d'Espagne remplis d'agrumes et repartent chargés de tubercules.
- Le principal atout de la production nationale : la qualité sanitaire. La France dispose de produits très sains, vis à vis des risques de maladies de quarantaine.
- Autre point fort de l'hexagone : la diversité de la gamme, susceptible de répondre aux attentes très différentes d'un pays à l'autre. A l'Espagne les gros calibres (et les gros volumes au détriment de la valeur ajoutée), au Portugal et au Royaume Uni la «grenaille», tandis que les allemands préfèrent les «chairs fermes». A cette segmentation s'ajoutent une excellente qualité visuelle, critère de choix essentiel sur le marché du frais, et le savoir-faire sur le créneau de la pomme de terre lavée.

La France alimente la majeure partie des flux en frais en Europe. La principale concurrence est exercée par les productions locales : lorsqu'elles sont importantes, la vente est moindre. L'Espagne et l'Italie représentent environ la moitié des exportations françaises, et sont spécifiquement des destinations pour des pommes de terre en l'état.

La France est spécialisée et leader sur le marché du frais, un marché à forte valeur ajoutée, et c'est une réussite.

Mais depuis dix ans, la tendance de la consommation porte de plus sur des produits industriels et moins sur des pommes de terre en frais. La Belgique et les Pays Bas

## Exportations françaises en volume d'août 2011 à juillet 2012

En tonnes	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
<b>Total campagne dont :</b>	<b>1 896 200</b>	<b>2 060 900</b>	<b>1 974 500</b>	<b>1 702 500</b>
Espagne	727 300	664 500	551 200	533 300
Italie	276 800	366 400	362 600	333 900
Portugal	279 100	225 700	191 700	168 400
Belgique	252 400	317 400	288 100	249 800
Pays Bas	50 100	76 500	122 500	82 900
Pays de l'Est	67 500	151 000	221 300	106 400
<b>Total campagne en 1000 euros</b>	<b>304 900</b>	<b>312 500</b>	<b>507 800</b>	<b>238 800</b>

achètent 300 000 à 400 000 tonnes de pommes de terres françaises en frais pour leurs usines. En Belgique, la demande pour alimenter les usines a explosé de 80 % entre 2003 et 2011.

Ceci n'est pas sans conséquence pour la France: en effet faute d'avoir développé son parc industriel, la France est contrainte d'acheter environ 1,5 Mt de pommes de terre sous forme de produits industriels, frites en tête, devant la purée et les chips.

## Une offre atomisée

La vente export française se caractérise par l'atomisation des acteurs. Les structures de commerce les plus actives à l'export commercialisent un volume total d'environ 300 000 tonnes chacune (marché intérieur et export confondus), quand les principaux acteurs anglais ou allemands vendent jusqu'à 800 000 T.

A titre d'exemple, cinq acheteurs en Espagne traitent avec un nombre de vendeurs variant de 150 à 250. Cet éparpillement est renforcé par les producteurs désireux de traiter en direct avec leurs clients étrangers. L'exportation est le marché spéculatif de la pomme de terre, avec des prix très variables.

## Les nouveaux marchés

La pérennité du marché français dépend désormais de la capacité à être présent sur les marchés qui s'ouvrent ; le débouché sud européen arrive à saturation. C'est aujourd'hui vers l'Est que se tournent les regards. Les nouveaux Etats membres européens, la Russie, et même l'Asie, suscitent les convoitises. La France commence à être présente dans ces pays, mais l'accès au grand export nécessite souvent une étape belge ou hollandaise. Il s'agit de réexpédition plus que réexportation. Le produit est en effet

expédié par les Belges et les Néerlandais, mais ce sont des négociants français qui négocient avec les Russes.

Ces expéditions de plus en plus lointaines pourraient préfigurer la mondialisation du marché de la pomme de terre. Jusqu'à maintenant, les échanges entre zones (Amérique, Union Européenne, Asie) étaient quasiment inexistantes, mais les choses changent.

Le marché ne se fait plus entre Béthune, Lens et Saragosse..., la France expédie des pommes de terre par bateau jusqu'en Chine ...et par avion à Hong-Kong. Ces destinations exotiques concernent des volumes limités, mais illustrent le pouvoir de séduction de « la patate nationale » à l'étranger. Mais la France devra maintenir son avance qualitative si elle veut espérer poursuivre sa conquête mondiale.



**Pierre-Yves LELONG**  
plelong@cerfrance-amiens.fr

## Composer avec une récolte viticole exceptionnellement faible

C'est confirmé : les volumes vendangés en 2012 sont en régression en Europe et même à l'échelle mondiale. La consommation globale, quant à elle, conforte sa progression et offre de bonnes perspectives de marché. 1er pays producteur, la France a une carte importante à jouer à l'international. La réussite de sa stratégie dépendra en grande partie de l'organisation de la filière, encore difficile dans certains bassins de production.

### La récolte la plus faible de ces vingt dernières années

Canicule au sud, pluies abondantes au nord, après une année climatique particulièrement difficile, le bilan de la récolte française s'avère défavorable. Sans cesse en recul, les estimations font état d'une vendange de 40 Millions d'hl, soit un retrait de 20% par rapport à 2011 (50 millions d'hl) et 13% si on tient compte de la moyenne quinquennale.

En Champagne, en Bourgogne et en Val de Loire, les nombreuses précipitations du printemps et de l'été ont perturbé la floraison et favorisé le développement des maladies fongiques. Ces régions enregistrent respectivement une chute des rendements de 37%, 26% et 19% par rapport à la moyenne quinquennale.

En Champagne, le marché sera moins perturbé, puisque les producteurs pourront puiser dans leurs réserves individuelles pour approcher ou atteindre leurs quotas.

Le stress Hydrique et la canicule a entraîné dans le Sud Est et Midi Pyrénées une baisse de rendement de 12%.

Le recul des volumes vendangés est général: en Europe, la récolte devrait avoisiner 144 millions d'hectolitres, soit une baisse de 10 % par rapport à l'année dernière, avec un fort déclin dans l'ensemble des principaux pays producteurs et la production mondiale devrait elle aussi régresser.

	Récolte 2 0 1 2 (Milliers hl)	2012/2011	2 0 1 2 / moyenne cinq ans
Champagne	1817	-40%	-37%
Bourgogne - Beaujolais	1800	-30%	-26%
Alsace	1147	-3%	+1%
Savoie	116	-3%	-2%
Jura	88	-25%	-8%
Val de Loire	2367	-22%	-19%
Charente	6990	-25%	-13%
Sud-Ouest	3534	-12%	+3%
Bordelais	5547	-1%	+1%
Languedoc Roussillon	11700	-10%	-6%
Corse	308	-8%	-12%
Sud Est	4703	-17%	-12%
<b>TOTAL</b>	<b>40609</b>	<b>-20%</b>	<b>-13%</b>

### Des marchés porteurs à l'export

Cette faible récolte intervient dans un contexte de marchés plutôt porteurs. Si la consommation française se maintient tout juste, la croissance des marchés export se conforte. Pour 2012, la filière s'achemine vers un record : sur les sept premiers mois, on observe une progression de 3 % en volume et de près de 15% en valeur. Les vins de Bordeaux contribuent fortement à cette performance. Sur un an, ils enregistrent une croissance de 17% en volume et de 28% en valeur.

En 2011, les Etats-Unis sont devenus premier consommateur de vin en volume total, devant l'Italie et la France. La Chine poursuit sa progression très rapide; elle occupe aujourd'hui le 20ème rang mondial avec un peu plus d'un litre par an et par habitant, consommation qui devrait quasiment doubler d'ici 2015. La France reste le premier pays consommateur par habitant.



## Sortir de l'hexagone

En valeur, Champagne, Cognac, et Bordeaux représentent une grande partie des exportations françaises. Ils jouent leur rôle de « locomotive », mais les vins sans IG tirent également leur épingle du jeu. L'augmentation des ventes à la fois en volumes et en prix s'est traduite par une progression du chiffre d'affaires vrac de +56% en 2 ans. Ces résultats sont en partie liés au développement des ventes de la nouvelle catégorie « vin sans IG avec mention de cépage ».

Tous les autres bassins de productions (Val de Loire, Alsace...) auraient intérêt à s'organiser pour être davantage présents en dehors du marché français, répondre aux attentes de ces nouveaux clients et diversifier la consommation dans tous les pays, notamment en Asie. Ils conforteraient ainsi le leadership de la France à l'export.

Dans les bassins de production très orientés sur le marché français, les viticulteurs sont déjà confrontés à la baisse de pouvoir d'achat des ménages. Le déficit de production va se traduire par des difficultés de trésorerie dans de nombreuses exploitations.

## Attention aux effets d'aubaine

A contrario, les faibles volumes devraient générer des niveaux de prix plus favorables. La difficulté consistera à satisfaire les marchés en volume, et avec des prix restant dans une fourchette acceptable. Le risque, déjà vécu par certaines appellations, est de perdre des marchés durablement, faute de n'avoir pas pu les satisfaire en volume et d'avoir voulu trop profiter de l'effet d'aubaine en laissant certains prix s'envoler, notamment dans les vins en vrac.

Certaines filières viticoles, notamment en Languedoc, souhaitent tirer profit de cette période particulière, en favorisant la mise en œuvre de contrats pluriannuels garantissant des volumes avec des prix minimum garantis. Cela permettrait à chacun des maillons de la filière - production, vinification et commercialisation - de travailler dans un contexte moins volatil.

## Principaux pays destinataires des vins de Bordeaux : (Évolution constatée entre juillet 2011 et juillet 2012)

En volume :	En valeur
1-Chine (+55%)	1-Royaume Uni (+55%)
2-Allemagne (stable)	2-Chine (+38%)
3-Belgique (12%)	3-Hong Kong (-12%)
4-Royaume Uni (+2%)	4-USA (+52%)



## Droits de plantations : quelques assouplissements en vue

La commission européenne maintient la suppression de l'actuel système des droits de plantation. Elle a cependant infléchi sa position pour rassurer les principaux pays producteurs : risques de surproduction, baisse des prix, déprise de zones moins productives... Le groupe de réflexion à haut niveau sur les droits de plantations, réuni en septembre, a retenu deux nouvelles orientations :

- Pour les vins avec indication géographique : IGP et AOP, il conviendrait de transférer aux acteurs économiques locaux la gestion de leur surface de plantations. Cette gestion pourrait être attribuée aux OP et devrait être validée par les autorités publiques.
- Pour les vins sans IG, les droits de plantations seraient moins encadrés, mais une clause de sauvegarde serait activée pour éviter une expansion trop rapide des plantations.

Ce nouveau système pourrait s'appliquer dès 2016, à moins d'un maintien temporaire du régime actuel pendant encore quelques années. Mais la « bataille » n'est pas terminée ...



**Pierre-Gérard POUTEAU**  
pgpouteau@49.cerfrance.fr





## Tendance baissière : entre variabilité et volatilité

Le marché mondial du sucre a été tendu jusqu'en 2010/11, marqué par un équilibre fragile de la production et de la consommation en 2010/11 et par un déficit important sur les deux campagnes précédentes.

Cette situation est la cause première de la flambée des cours mondiaux du sucre jusqu'en 2010/11. Ils ont atteint des records inégalés depuis trente ans, 880 \$/t pour le sucre blanc et 690 \$/t pour le sucre roux en juillet 2011. Mais la perspective d'un excédent mondial de sucre pour la troisième année consécutive entraîne une tendance baissière.

### La production mondiale de sucre se redresse

Elle est estimée pour la campagne 2011/12 à 173,4 Mt en valeur brute. Elle enregistre une hausse de 6% par rapport à la campagne précédente, un «nouveau plus haut» par rapport à celui de 2007/08, et s'achève sur un excédent estimé à 5,2 Mt. Cette progression résulte d'une augmentation conséquente de la production mondiale de sucre de betterave (Russie, UE, Ukraine, Etats Unis, Chine). Pour le sucre de canne, les hausses indienne, pakistanaise et thaïlandaise viennent compenser le recul de la production brésilienne. La campagne 2012/13 s'annonce également excédentaire avec une production en progression de 2,4%.

### La croissance de la consommation ralentit

La consommation mondiale 2011/2012 est estimée à 168,3 Mt, et sa croissance semble, selon l'ISO, plus importante que prévue à 2,5%. Elle dépasse ainsi la moyenne mesurée sur dix ans de 2,3%.

Mais cette croissance pourrait ralentir à 1,9% en 2012/13. La consommation devrait cependant dépasser le niveau de 170 Mt, à 171,5 Mt.

### Pression à la baisse sur les marchés mondiaux du sucre

L'excédent 2011/12 estimé à 5,2 Mt conduit à un redressement des stocks mondiaux et du ratio stock sur consommation.

Avec celui de 2012/13 qui s'annonce aux environs de 6 Mt, les fondamentaux sont maintenant baissiers. Les cours sont de fait en fort recul à la fin de l'été 2012, et à leur plus bas niveau depuis deux ans.

En juin et juillet 2012, les cours mondiaux du sucre ont connu une hausse importante, alimentée par les incertitudes sur la récolte brésilienne de canne, retardée par des pluies anormalement élevées, les interrogations sur la récolte australienne et le retard de la mousson en Inde. Ces inquiétudes levées par le retour des conditions climatiques normales, les cours mondiaux ont subi une correction sévère à la baisse.

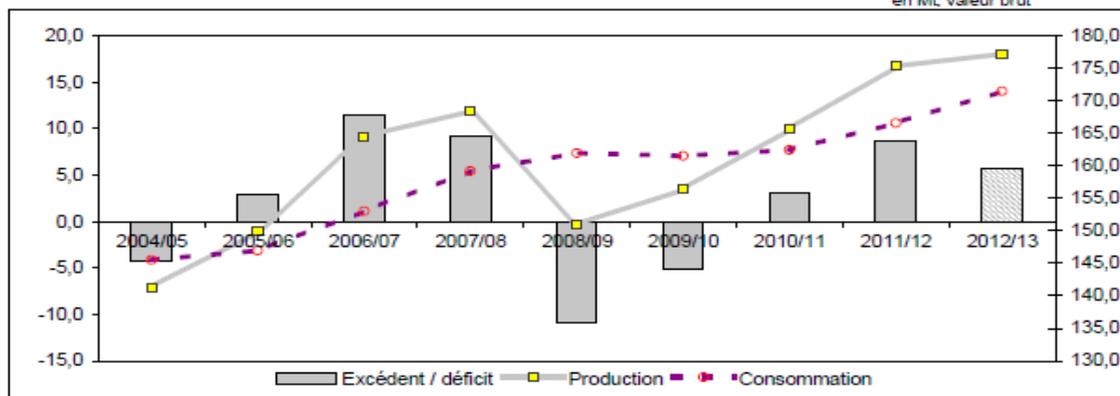
Au-delà de l'instabilité à très court terme des prix mondiaux, leur tendance baissière sur le moyen terme se confirme: en un an, le sucre a perdu 30 % de sa valeur pour le sucre roux et 16 % pour le sucre blanc.

Le maintien d'un taux de change élevé du dollar vis à vis des monnaies des pays exportateurs renforce cette tendance baissière, dont le moteur principal est cependant l'excédent de la balance mondiale, pour la troisième année consécutive.

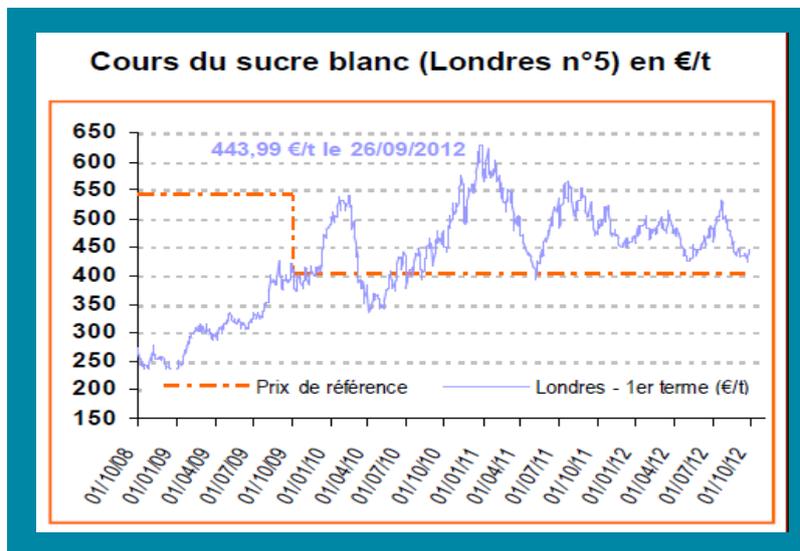


Evolution de l'excédent / déficit mondial (en moyenne ISO et FO Licht)

en Mt, valeur brut



La campagne 2012/13 débute avec un stock en très nette hausse, à 63 Mt. Les principaux pays importateurs, tels que la Chine, ont reconstitué leurs stocks en 2011/12. En 2012/13, la production sucrière devrait s'accroître ou se maintenir à un niveau très élevé dans plusieurs grands pays exportateurs : Thaïlande, Australie, Chine, Russie, USA, Mexique, Pakistan. La production Brésilienne devrait continuer également à se redresser, après la chute de la campagne 2010/11. Le recul de la production en Inde et dans l'UE ne devrait pas remettre en cause le caractère excédentaire de la balance 2012/13. Le stock de fin de campagne s'alourdirait à 69 Mt. Le ratio stocks/consommation dépasserait à nouveau le seuil de 40% .



Source : France AgriMer

### Union Européenne : des prix élevés en 2011/12 et des disponibilités importantes de sucre en 2012/13

La dernière campagne a connu une envolée des prix du sucre du quota, alors que la croissance des prix du sucre du quota a été de moins de 2% pour l'ensemble de l'année 2010. Elle atteint 35 % sur l'ensemble l'année 2011. Le prix moyen sucre du quota est passé de 498 € en janvier 2011 à 683€ en janvier 2012. Il dépasse ainsi le prix de référence, - en place avant la réforme de 2006, soit 631,9 €/t-, depuis octobre 2011.

Il atteint son niveau maximum en avril 2012 de 716 €/t. Depuis on observe une baisse modérée à 708 €/t en juillet 2012, niveau qui reste au-dessus des cours mondiaux. L'écart entre les deux est même de plus de 300 €/t en juillet – la valeur moyenne du cours du sucre blanc était alors de 501,5 €/t-.

La restructuration du secteur sucrier en Europe a conduit à des abandons de quotas. Toutefois les rendements et la teneur en sucre exceptionnels de la dernière campagne ont permis à l'Union Européenne de revenir en force sur le marché mondial, France en tête.

Avec un report très élevé de la campagne 2011/12 et une hausse des importations de sucre brut de canne, la campagne débute sur d'importants stocks estimés à 860 000 tonnes.

Malgré une baisse des rendements betteraviers, consécutive à un manque d'ensoleillement en juin et juillet dans le nord de l'Union européenne et la sécheresse dans le sud, le recul de la production sucrière devrait être limité en raison de la hausse des surfaces.

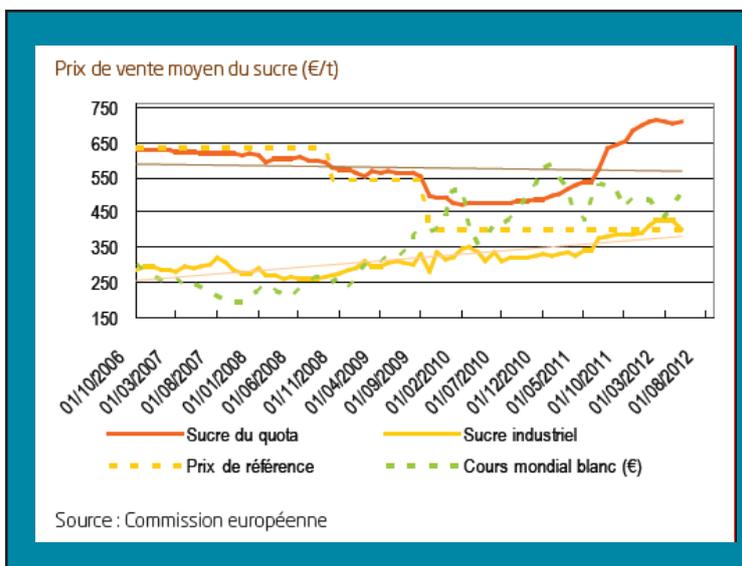
La production totale de sucre (y compris report) comprise entre 17,5Mt et 18Mt, serait comparable à celle de 2009 et inférieure de seulement 0,9Mt à 2011, qui fut une année record.

Dans ce contexte, la tendance des cours européens des sucres du quota pourrait être entraînée à la baisse. Le « supplément de prix »\* accordé en cas de bonne tenue du marché pourrait en souffrir, rappelons que le niveau « exceptionnel » prévu pour la campagne 2011/12 devrait être de l'ordre de 5 à 12 € par tonne de betteraves selon les

groupes sucriers.

Toutefois, la bonne conjoncture prix pour les sucres du quota de ces derniers mois a incité à l'anticipation des engagements de commercialisation pour la campagne 2012/13. Ceci favorise le maintien d'un optimisme au sein du secteur, malgré les difficultés rencontrées dans certains chantiers de récolte, à cause des conditions climatiques.

*\*supplément de prix des betteraves du quota : article 31 de l'accord interprofessionnel*



Source : Commission européenne



**Pierre-Yves LELONG**  
plelong@cerfrance-amiens.fr



# Le marché du lait

## La filière laitière française en plein anachronisme conjoncturel

Entamée depuis le printemps 2011, la chute quasi continue des cours des principaux produits industriels sur le marché mondial a connu un vif rebond assez inattendu au cours de l'été 2012 : les cotations beurre et poudres ont ainsi cru de plus 25% en quelques semaines.

Ce rebond s'explique par un réel ralentissement de la dynamique de production laitière au niveau mondial.

Mis part la Nouvelle-Zélande, pour qui la nouvelle campagne a redémarré fortement, on assiste à un repli aux Etats-Unis, amplifié par la sécheresse, et en Europe tandis que l'Australie progresse modérément.

La dynamique de production des grands pays exportateurs, observée depuis la campagne 2009 / 2010 est stoppée. Depuis juin 2012, on assiste même à un retour au niveau de la campagne 2010-2011 de la part cumulée des 5 grands bassins exportateurs : UE, EU, Nouvelle Zélande, Australie et Argentine.

Ce ralentissement est ainsi la conséquence du marché mondial atone depuis près d'un an, cumulé à un renchérissement du coût alimentaire.

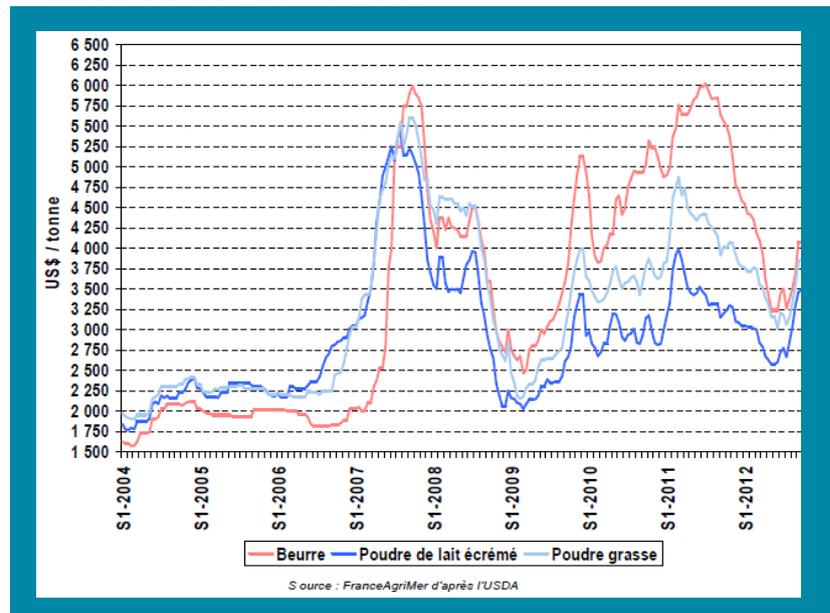
Face à cette décroissance au niveau de la production, la demande asiatique demeure toujours vive, notamment sur le premier semestre 2012. Il n'en fallait pas plus pour tendre à nouveau l'équilibre Offre-Demande et provoquer le rebond estival des cours des produits industriels.

Au final, la « règle » de croissance de 2% /an de la demande se perpétue avec quelques soubresauts. Face à cette dynamique de demande structurelle, l'offre en augmentation tendancielle mais marquée par des à-coups (climatiques, sanitaires, rapport coût de production/prix du lait) devient bien la variable d'ajustement du marché.

### Le marché mondial au secours des prix européens

Dans un marché européen du lait et des produits laitiers mature, c'est bien le marché mondial, par le soutien des produits industriels, qui devient le support des prix européens. En effet, le contexte européen,

Evolution des prix mondiaux des produits industriels de 2004 à 2012



qu'il s'agisse de la croissance économique ou de la dynamique de consommation des produits laitiers, ne permettrait pas à lui seul d'atteindre ces niveaux de cours.

En terme de production, l'Europe laitière semble marquer une pause après la dynamique observée ces deux dernières années ; on note un fléchissement dans les principaux pays Européens : Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas et France dans une moindre mesure.

Durant les deux dernières campagnes, la quasi-totalité de la production supplémentaire a été transformée en produits industriels (Beurre et Poudres) pour un marché export. Depuis le début d'année 2012, les exportations en poudres (maigre en particulier) demeurent actives, tandis que les stocks privés de beurre ont considérablement progressé en un an malgré un écoulement important à l'export au cours de l'été.

En termes de consommation intérieure, si la stagnation des principaux marchés s'observe en Europe, l'Allemagne connaît

quant à elle une contraction sur les principaux segments: fromage, yaourts et lait de consommation.

Jusqu'à l'été 2012, la conjonction d'une production laitière encore dynamique, d'une demande intérieure atone et de quelques difficultés de compétitivité à l'export a contribué à une baisse continue des cours sur le premier semestre 2012.

Dans ce contexte, le climat d'affaires du côté des produits de grande consommation (PGC) est des plus ternes. L'afflux de lait de ce printemps s'est traduit par une sensible augmentation des fabrications de lait de consommation, entraînant une concurrence accrue et une guerre des prix que les négociations avec les grandes surfaces (GMS) ont su attiser.

### Une perception du marché à contre temps

En cette fin d'année 2012, on assiste alors un réel contraste entre un marché intérieur délicat et un marché mondial ayant déjà

rebondi depuis l'été.

Ce décalage temporel avec le marché est encore plus important pour les producteurs français tant sur le prix que sur les volumes :

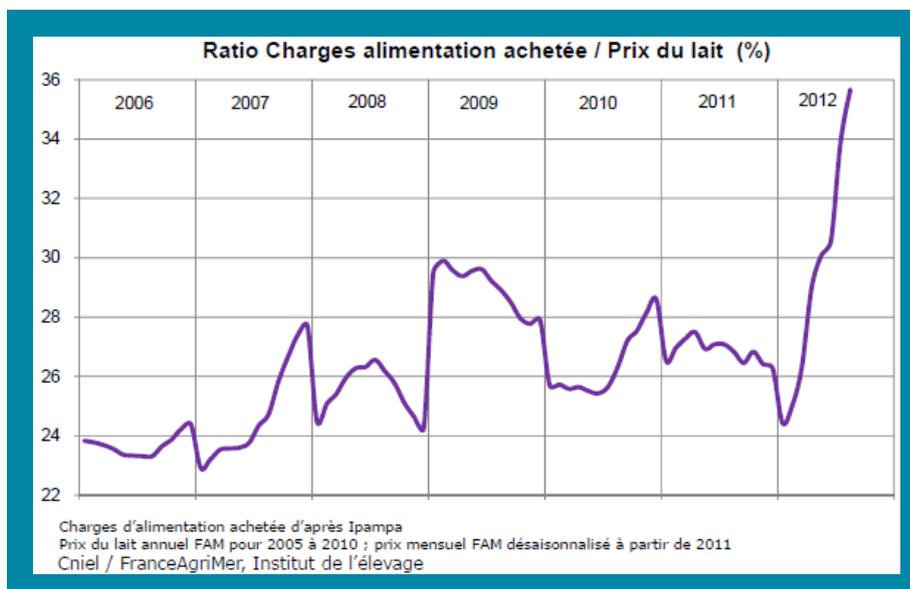
- Jusqu'à la fin de l'année, et sur le début de l'année 2013, le signal « prix du lait » sera encore à la baisse compte tenu d'une part de l'effet saisonnalité, et d'autre part d'un effet retard des indices qu'il s'agisse des produits industriels ou du tunnel avec le prix du lait en Allemagne. Il faudra en effet attendre le printemps 2013 pour que le rebond des prix sur le marché mondial devienne palpable sur la « paie de lait ».
- Sur l'ensemble du territoire, on note le décrochage de nombreuses laiteries par rapport aux éléments du prix de base interprofessionnel jusqu'à -30 €/1000 l.
- La réelle difficulté sur le lait de consommation qui a poussé les deux principaux acteurs français à baisser le prix du lait de 5 €/1000 l. (avec un effet domino : Lactalis réagissant à une baisse initiée par SODIAAL)
- Le dernier point concerne l'épisode franco-bruxellois de la fin des pénalités laitières pour dépassement individuel de son quota. Si certaines entreprises avaient anticipé la fin de cette exception française en intégrant une pénalité équivalente au sein des contrats, d'autres laiteries se trouvent aujourd'hui démunies en l'absence de dispositif alternatif.

En résumé, pour le producteur, l'ensemble des signaux perçus sont plutôt négatifs : prix du lait en baisse, hausse du coût de production (poste aliment notamment), pénalités contractuelles et ambiance de campagne morose.

## La compétitivité des producteurs passe le plus souvent par la réalisation de son quota

Même si le raisonnement de gestion (qui intègre nécessairement l'ensemble des charges de structure) devrait pousser la grande majorité des exploitations laitières à réaliser leur quota, le pilotage par le seul complexe «prix du lait-charge alimentation» auquel on semble assister, va de nouveau pénaliser la rentabilité des ateliers laitiers. Le coup de frein sur la collecte de cet automne ne se rattrapera probablement pas. Cette collecte en berne pourrait même se traduire par une relative « pénurie » de lait d'ici la fin de l'année 2012 selon certains industriels limitant leurs ambitions.

2012 est ainsi l'expression de contrastes forts caractérisés par une volatilité qui s'exprime dans un espace temps de 6 mois. Cette conjoncture variable, réactive et peu lisible surprend l'ensemble de la filière laitière.

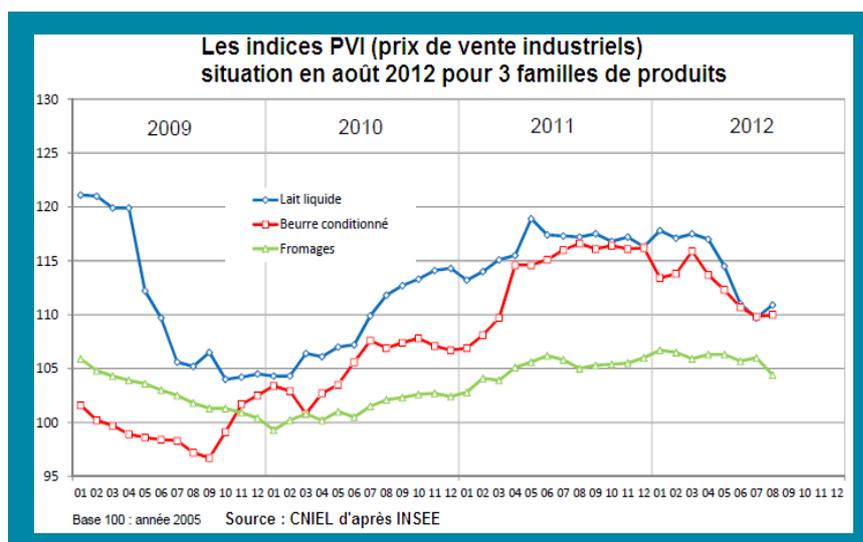


Cette période de transition amène à un ordre nouveau dans lequel les contrats jouent déjà leur rôle bien avant la fin des quotas. Les deux épisodes de l'automne 2012 : Baisse du prix du lait, par rapport aux indicateurs CNIEL et démembrement de la TAF (Pénalités fiscale pour dépassement individuels) ont pu être traités via certaines clauses des contrats laitiers.

Les exploitations laitières doivent déjà gérer leur production moyen terme autour d'un prix pivot au regard de leurs coûts de production et tempérer les à-coups conjoncturels pour gérer leur entreprise.

La culture française ne sera jamais celle des Etats-Unis où l'hyper réactivité (à la hausse comme à la baisse) s'est traduit par une décapitalisation de 75000 vaches laitières depuis avril 2012 après avoir connu en 2011 une hausse de la collecte de 1,8% pour atteindre 89 millions de tonnes.

Dans un contexte d'agriculture «durable», de logique territoriale et de structuration de filière, une sérénité de gestion est indispensable. La Filière laitière dans son ensemble aurait intérêt à jouer ce rôle d'amortisseurs en réponse au retrait de la régulation publique.



**Jean-Yves MORICE**  
jymorice@53-72.cerfrance.fr

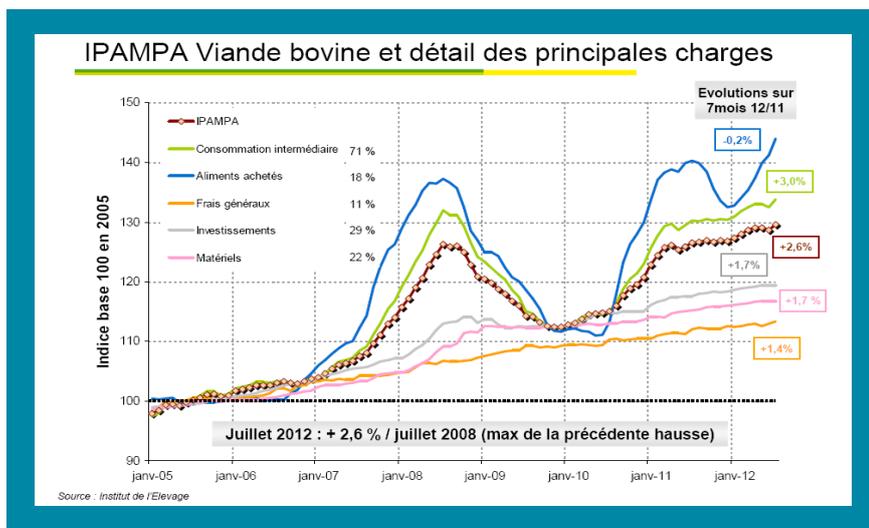


**Alain LEBOULANGER**  
aleboulanger@50.cerfrance.fr



## Année 2012, un fort rebond de la conjoncture bovine

Les prix de la viande bovine toutes catégories confondues flambent, + 11.8% de variation sur un an en avril 2012 (source INSEE SSP). La hausse des tarifs marquée par la « rareté de l'offre » est à relativiser dans un contexte de hausse générale des charges.



### Du côté des producteurs

L'effet positif de la hausse des cours du marché est freiné par la hausse du prix des matières premières. Les engraisseurs subissent cette hausse et sont fragilisés par les discussions sur la réforme de la PAC 2014. De ce fait, les producteurs d'animaux maigres destinés à l'export (Italie, Turquie, Espagne...) sont plus nombreux et cela déstabilise le marché de la bête en France.

En conséquence, on assiste à une baisse des animaux engraisés sur le territoire national. Des arbitrages économiques s'opèrent.

Une stratégie qui gagne les régions de l'Ouest traditionnellement engraisseuses. On y observe dans les élevages laitiers l'abandon des ateliers de jeunes bovins, mais aussi une orientation vers le naissage des grands troupeaux allaitants des Pays de Loire ou du Poitou-Charentes. La bonne conjoncture céréalière peut même inciter certains éleveurs à délaisser complètement les troupeaux dans les régions entre plaine et bocage. Autre problématique pour les producteurs, les quotas laitiers favorisaient

l'engraissement car il complétait bien les ateliers de production. Mais la spécialisation freine l'engraissement qui n'est plus économiquement rentable.

### Du côté des abatteurs

Les abattoirs nationaux ne fonctionnent pas à plein. La décapitalisation des cheptels laitiers et l'attractivité du vif à l'export marqué par l'émergence de marchés comme celui de la Turquie ou la demande de l'Italie dans ce secteur réduit de manière conséquente l'abattage sur le territoire national.

En somme, le marché Français s'oriente vers un marché de production de maigre. On assiste à un dilemme français entre la conquête du marché export et la satisfaction de la demande interne.

Les opérateurs de la filière le savent, la valeur ajoutée réside dans la carcasse et non dans le vif. Cela fait longtemps que la rentabilité économique de l'abattage n'est plus au rendez vous; la valorisation et le marketing sur le quartier avant peut être une solution.

Les abatteurs français ont le même dilemme que leurs semblables outre

atlantique (Brésil, USA) malgré des unités de production plus petites. En effet, les opérateurs de ces pays se concentrent actuellement sur leur demande intérieure comme le font les abatteurs français. Mais pour ces « global players » il ne s'agit que d'un repli provisoire : soyons attentif à leur retour sur le marché export car ils visent non seulement le marché asiatique mais aussi le marché européens où ils pourraient jouer les trouble fêtes.

### Du côté des consommateurs

On assiste là aussi à un arbitrage économique où la viande rouge est en baisse dans l'assiette.

- Baisse de la consommation intérieure ces deux dernières années influencée par « les lobbyings anti viande rouge ».
- L'augmentation des prix à la distribution impacte aussi la consommation des ménages. Il y a un prix psychologique au-delà duquel le consommateur arbitre ses achats en direction d'autres viandes, et principalement le porc et la volaille surtout en période de crise économique.

**Guillaume MARAVAL**  
gmaraval@12.cerfrance.fr





## Filière porcine

*Un moral hésitant entre optimisme et pessimisme*

*La mise aux normes « bien-être » en production porcine pourrait avoir un effet très significatif sur le cours du porc sur l'année 2013. La baisse de production annoncée à l'échelle européenne, dont française sera-t-elle suffisamment importante pour permettre au marché de réagir en forte hausse ?*

### Un prix du porc atone depuis 2002, face à une conjoncture aliment très fluctuante

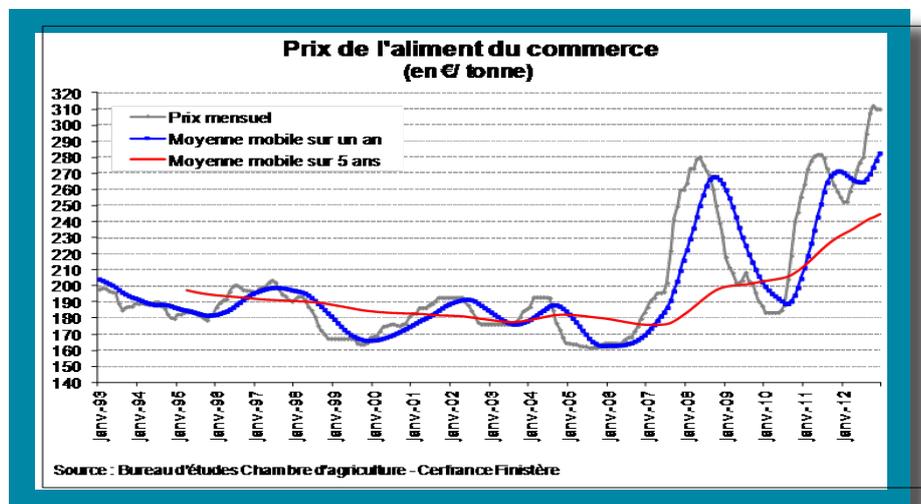
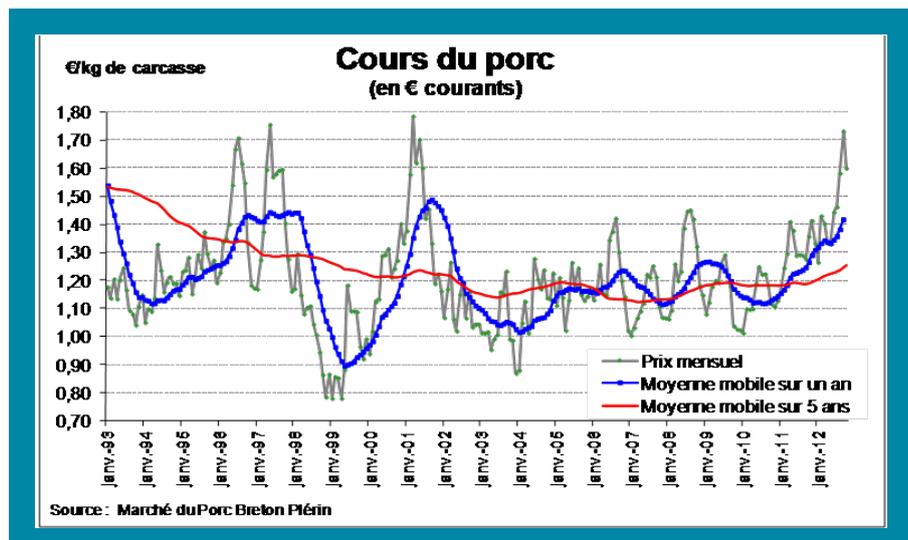
Alors que la majorité des productions connaissait une variabilité de prix rarement égalée, le prix du porc voyait son amplitude de prix diminuer. Avec la baisse du prix des céréales suite aux réformes successives de la PAC, le coût de revient du porc composé pour 65 à 70 % de coûts alimentaires diminuait et comme la production augmentait plus vite que la consommation le prix du porc baissait et les marges des agriculteurs aussi.

Depuis 2002, le prix du porc a varié dans de moindres proportions, car la production continuait de croître dans l'ensemble de l'UE et que l'ajustement de la production à des prix bas par la disparition progressive des tous petits élevages n'existait plus.

Depuis 2007, changement de tendance avec l'explosion du prix des céréales et sa variabilité. Le coût alimentaire grimpe très fortement de 0,68 € en 2006 à 1€12 en fin 2012 (année civile). Donc depuis 5 ans rares ont été les périodes où la marge sur coût alimentaire permettait de couvrir les autres frais (autour de 0 € 55 / kg de carcasse).

### 2012 : enfin une bouffée d'air frais

Depuis avril 2011 le cours du porc au marché du porc breton (MPB) est plutôt en hausse par rapport aux années antérieures. Mais ce n'est pas pour cela que les agriculteurs amélioreraient leur situation économique,



car dans le même temps le prix de l'aliment qui représente 70 % du coût de production flambait. Le mois de juillet 2012 a mis un peu de baume au cœur des producteurs en portant le prix du porc à des sommets jamais atteints depuis le passage à l'euro. La baisse de la production dans l'ensemble des pays de l'UE est le fait du manque de rentabilité depuis 2007 et de l'obligation de mises aux normes bien-être des truies avant le 1er janvier 2013. La hausse des céréales a, sans doute aussi découragé certains éleveurs. Sur les Pays Bas, le Danemark, l'Allemagne et la France les abattages sont en nette baisse (de 3 à 5 % suivant les pays) par rapport à 2011, avec une accentuation de la baisse sur le 3<sup>ème</sup> trimestre. Seule l'Espagne est toujours en progression. Mais c'est l'annonce d'une baisse du cheptel truie quasiment partout en Europe qui interpelle la filière. Les prévisions de production fournies par les différents pays européens laissent

présager une baisse de 1 % de production au 1er trimestre 2013 pour une baisse du cheptel reproducteur de 3%.

Pendant toute cette année 2012, les exportations vers la Chine ont également boosté la demande européenne, seule la France voit son volume d'exportations diminuer de 9%. Fin septembre, l'offre étant un peu plus abondante, l'export ne soutenant plus la demande la chute du prix français a été assez brutale. En parallèle le prix de l'alimentation explose suite à la hausse des céréales et des tourteaux. Et ainsi les producteurs passent de l'optimisme au fatalisme.

Sur 2013, avec les baisses de production, et si la Chine tire toujours le marché européen de l'export, si la parité €/ \$ reste à son niveau actuel, si les Etats Unis sont un peu moins présents qu'en cette fin d'année, les prix

pourraient rester hauts..... et à condition qu'un ouragan comme le dépôt de bilan de Doux ne vienne pas perturber la filière.

## Une filière qui tire la sonnette d'alarme

Il y a déjà un an la sonnette d'alarme était tirée, comme nous l'écrivions dans la lettre veille éco de novembre 2011. Aujourd'hui même de grands noms de la charcuterie française s'expriment sur le sujet et avouent avoir du mal à équilibrer. Dans le concert sur la compétitivité, les outils d'abattage et de transformation sont en surcapacité et avec des résultats fortement négatifs. Le gouvernement s'est engagé à présenter fin janvier un plan stratégique pour relancer le secteur.

Anne-Yvonne HENOT

# Filière avicole

## Une filière avicole en plein désarroi

Le 1<sup>er</sup> juin 2012, le dépôt de bilan du volailler Doux résonna comme un coup de tonnerre dans le paysage avicole français. Après le démantèlement du groupe Bourgoin dans les années 2000-2001, c'est le leader européen de la volaille qui se voit contraint de se restructurer et qui montre que la filière française industrielle de la volaille est très fragile.

Comme dans d'autres secteurs de l'industrie, les résultats des entreprises françaises ont été insuffisants pour réinvestir et maintenir le parc des outils industriels à un niveau compétitif par rapport à des concurrents comme l'Allemagne qui avait une politique très volontariste de développement de son agriculture.

La filière avicole française est orientée vers 3 secteurs :

- La filière poulet export
- La filière frais
- La filière label.

Ces 3 segments ont des conjonctures propres et pas forcément parallèles.

## Une restructuration du volailler Doux vers la production export

Le tribunal de Quimper a privilégié le projet de l'entreprise Doux qui vise à structurer ses activités sur le poulet « export » à destination du Moyen orient et sur les produits volaille élaborés. Par contre l'activité du poulet frais a été abandonnée et certains sites ont été repris par LDC ou une association Gouessant/DUC. Un site dans le Pas de Calais n'a pas trouvé de repreneurs, laissant 180 producteurs dans l'expectative. Le groupe Doux et le groupe Tilly Sabco sont les 2 entreprises qui sont tournées vers le marché du Moyen orient. La Bretagne, et particulièrement le Finistère, a développé les infrastructures nécessaires à cette activité : poulaillers, abattage, logistique de transport, port de commerce, containers .... Le marché du Moyen orient est un marché solvable et relativement porteur actuellement, mais il est très dépendant des restitutions de l'Union Européenne. Ces restitutions évoluent en fonction des cours mondiaux et des cours européens. De ce fait, l'entreprise Doux est le plus grand bénéficiaire français des aides

de la PAC. Ces restitutions, au moment des discussions pour un nouvel accord de l'OMC étaient très sérieusement remises en cause sur proposition même de l'Union Européenne. Cette orientation n'est pas sans risque. Elle a néanmoins l'appui de l'association des éleveurs, qui analyse l'impact de cette filière sur l'environnement local et notamment portuaire. Depuis le dépôt de bilan, pour les contrats conservés par le groupe Doux, les rotations dans les élevages sont au maximum, ce qui redonne confiance aux éleveurs.

## Une filière frais qui perd du terrain sur le marché français face à la concurrence allemande

La production française de poulet stagne depuis le début des années 2000. Dans le même temps la production de dindes est en chute libre et celle des autres productions à l'exception du canard continuent leur baisse.

Dans le même temps la consommation de volailles se maintient bien, mais la part



prise par les importations européennes va croissant. La vétusté du parc de bâtiments explique la disparition de nombreux élevages qui ne peuvent être transmis en l'état. Comme la rémunération des éleveurs est insuffisante pour qu'ils investissent dans des bâtiments neufs, le nombre de m<sup>2</sup> disponibles continue à diminuer.

Deux pistes sont néanmoins prometteuses :

- Avec le plan de performance énergétique de nombreux poulaillers ont été rénovés depuis 3 ans, permettant une nette amélioration des performances.
- Les entreprises françaises leaders sur ce marché du frais annoncent des progressions de leur chiffre d'affaires depuis quelques années.

Et le plan stratégique pour la filière avicole annoncé par Guillaume Garrot, Ministre de l'agroalimentaire, focalise les espoirs de la filière car la France est passée d'un solde de balance commerciale de 1.2 milliard d'€, net en 2000 à 240 millions d'€, en 2011 et « est en limite de devenir importateur net » comme le souligne Pascale Magdelaine de l'ITAVI.

## Une filière label bien en place, mais qui est fortement touchée par la hausse des matières premières

La filière label est une spécificité française. Avec 56% de la consommation des ménages en poulets entiers dans cette catégorie, le label se maintient assez bien, même si la consommation de poulet PAC a tendance à diminuer au profit des découpes et de la charcuterie de volailles essentiellement élaborées avec des produits standards ou certifiés.

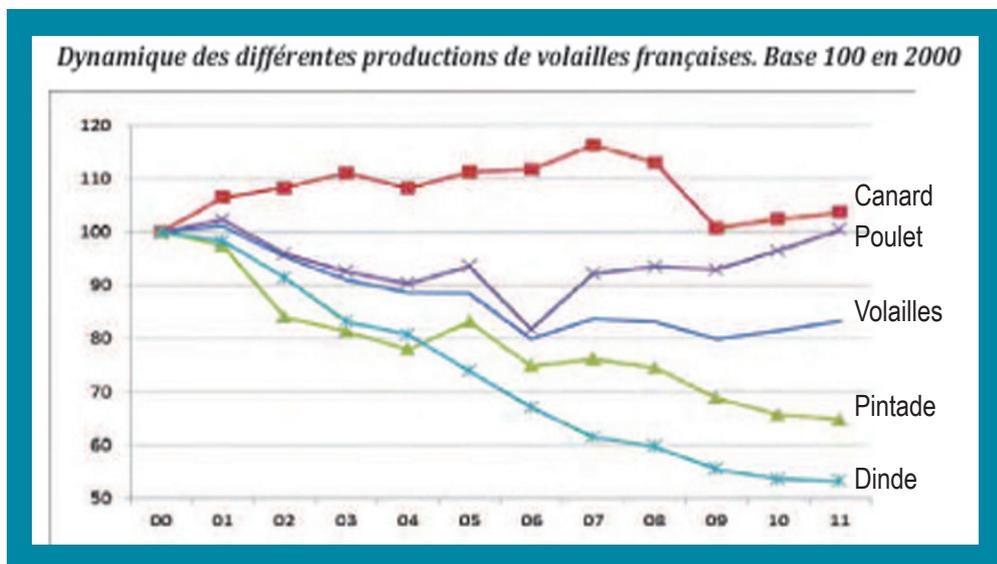
Mais ce maillon de la filière est, encore plus que les autres, confronté à la hausse des matières premières, car l'indice de consommation est plus élevé qu'en volailles standard.

La répercussion de la hausse du coût de production sur le prix consommateur va être l'objectif de négociation des entreprises, tout en évitant une trop forte désaffection des consommateurs.

Viandes et préparations de volailles 6 mois 2012	Variations 2012/ même période 2011		Variations 2011/2010	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations
VALEUR	- 3 %	+ 9 %	+ 14 %	+ 17 %
VOLUME	- 5 %	+ 5 %	+ 6 %	+ 8 %
dont UE à 27	- 5 %	+ 7 %	- 2 %	+ 8 %
dont Pays Tiers	- 4 %	- 10 %	+ 13 %	+ 3 %
dont poulets + poules	- 3 %	+ 7 %	+ 11 %	+ 9 %
dont dindes	- 12 %	- 2 %	- 7 %	- 3 %

Source : Douanes/UBI France en Tonnes produits

D'après ITAVI



Source : ITAVI d'après SSP



**Anne-Yvonne HENOT**  
ayhenot@29.cerfrance.fr